



Le maire Michaël Delafosse et Mohed Altrad en juin 2022 pour célébrer le titre de champion de France du club de rugby de Montpellier. PHOTO PASCAL GUYOT / AFF FORUM

## Mohed Altrad se dit prêt à en découdre

### MONTPELLIER

**Exaspéré de ne pouvoir acheter le GGL Stadium à la Métropole, le milliardaire fera tout pour faire perdre le maire Michaël Delafosse (PS) en mars 2026.**

On ne se sait pas encore si les deux hommes se retrouveront sur le ring en mars 2026. Mais 6 ans après l'échec politique du milliardaire d'origine syrienne, il y aura bien une revanche (directe ou indirecte) entre Mohed Altrad et Michaël Delafosse lors des prochaines élections municipales.

Dans une interview lunaire accordée à *La Gazette de Montpellier*, Mohed Altrad dévoile son nouveau plan : faire perdre le maire socialiste de Montpellier coûte que coûte l'an prochain. « Je vais peser sur l'élection qui arrive. Je vous le dis : Delafosse ne sera pas ré-élu maire de Montpellier », professe Mohed Altrad. Celui qui fêtera son 77<sup>e</sup> anniversaire le 9 mars n'a semble-t-il pas encore décidé si il se représentera lui-même après son revers de 2020. Mais compte s'employer à faire pencher la balance.

En 2020, en dépit d'une alliance rocambolesque de second tour avec l'humoriste Rémi Gaillard et Alenka Doulain (Nous Sommes), Mohed Altrad n'avait convaincu que 9 226 électeurs montpelliérains (18,12%). Loin derrière le maire sortant Philippe Saurel (17 644 voix ; 34,65%) et surtout

le nouvel édile Michaël Delafosse (24 046 voix ; 47,22%).

En pleine crise Covid, le contexte était certes singulier avec une participation historiquement faible (34,44%). Mais l'opération de séduction de l'homme d'affaires qui avait scénarisé sa rencontre avec les Montpelliérains via son livre « Le cœur et l'action », avait fait flop. Cette fois, pas de gant si ce n'est de boxe. Le patron du club de rugby de Montpellier (MHR) fonce tête baissée dans la mêlée et distribue les coups. « Georges Frêche était un visionnaire (...). Après lui, Philippe Saurel et Michaël Delafosse ont voulu continuer, mais la copie est très pâle ».

**« LFI ou RN, je m'y mets rien que pour l'emmerder »**

Mohed Altrad, patron du groupe Altrad et du MHR

Depuis 2020 le milliardaire qui veut désormais créer « un village rugby à Montpellier » est en négociations avec la Métropole. Objectif : racheter le GGL Stadium inauguré en 2007 et ses larges abords (82 000 m<sup>2</sup>) afin de construire des logements, des banques, des sièges sociaux et même des centres médicaux. Une folie des grandeurs qui ne plaît guère à la collectivité propriétaire. « Je suis vice-président aux sports, pas au Monopoly. Je ne suis pas là pour lui vendre la

moitié de la ville », se défend Christian Assaf. « Il y a dans le monde une tendance inquiétante à la ploutocratie, avec des oligarques qui pensent que l'argent peut tout acheter. Le rôle de l'élu est de s'opposer à ce qui est déraisonnable », tacle l'élu socialiste, agacé que le maire ait été « insulté publiquement ».

**« Alliance avec le Diable »**

Pour autant, les discussions avec les équipes du groupe Altrad ne sont pas rompues. Une vente du stade sous la forme d'un bail emphytéotique, sorte de location longue durée (de 18 à 99 ans), reste à l'étude. La Métropole ad'ailleurs commandé aux Domaines une évaluation du prix du stade dont Mohed Altrad ne cesse de se plaindre (pelouse, éclairage, sièges, sono...).

Reste que le milliardaire semble avoir perdu patience et pris la mouche. Prêt à tout pour arriver à ses fins. « Soit je le serai (maire), si je décide d'y aller, soit je vais me mettre avec quelqu'un d'autre pour le (M. Delafosse) faire chuter. LFI ou Front national [sic], je m'y mets rien que pour l'emmerder », a-t-il lâché à *La Gazette*. Précisant qu'« il n'y a pas que des racistes au Front national ».

Un mélange des genres qui en dit long sur les convictions politiques auto-centrées de celui qui n'a jamais siégé dans l'opposition, avant de démissionner. « Il est prêt à s'allier avec le Diable pour défendre ses propres intérêts », constate Christian Assaf. « Nous avons déjà dit qu'il était capable du pire. Les masques tombent. »  
Rémy Cougnenc

## Dans la droite nîmoise, la guerre est déclarée

### MUNICIPALES 2026

**En créant son propre groupe au conseil municipal, Julien Plantier met le feu aux poudres tandis que Franck Proust se dira candidat le 18 mars.**

Un acte de haute trahison envers Jean-Paul Fournier. » Président gardois des Républicains (LR), Richard Tibérino n'y est pas allé de main morte pour condamner le dernier coup de force de Julien Plantier (LR). Un mois après s'être déclaré candidat à Nîmes aux élections de mars 2026 - ce qui avait déjà fortement déplu à son concurrent Franck Proust - celui qui est toujours le premier adjoint du maire (LR) Jean-Paul Fournier prend le risque de se démarquer davantage. Quitte à embraser le conflit qui couvait entre les deux camps de la droite.

Suivi par quinze fidèles dont 11 adjoints (!), Julien Plantier vient de monter son propre groupe (Nîmes Avenir) au conseil municipal. Un affront qui fait jaser les soutiens de Franck Proust, même si l'actuel président de l'Agglo, mutique, fait dire qu'il reste serein. « Franck Proust n'est pas plus inquiet que ça. Il voit le maire tous les jours et annoncera sa candidature aux municipales le 18 mars dans un lieu symbolique de la ville aux côtés de Jean-Paul Fournier et Laurent Burgoa », confirme le proche Arnaud Julien.

**Fournier au pied du mur ?**

Si le maire adoube officiellement Franck Proust, le calumet de la paix ne sera pas fumé pour autant. Car ce n'est pas le deal qui avait été convenu, selon Julien Plantier. « J-P Fournier voulait un partage des rôles entre l'Agglo et la Ville ainsi qu'un accord entre Frank Proust et moi », rappelle le jeune loup. Ambitieux, J. Plantier n'a

pas l'intention de renoncer à sa part d'héritage du maire aux manettes depuis 2001 et dont la santé vacillante ne lui permet pas de se représenter. « Une page va se tourner. Incarner une alternative à J-P Fournier, c'est un engagement à préparer bien en amont ». Et le premier adjoint de souligner que le maire de la grande ville ne préside pas toujours l'Agglo. « Le cumul des mandats, ce n'est pas simple. On ne sera pas trop de deux pour mener à bien cette mission. C'est la situation actuelle à Nîmes qui n'est ni désuète ni ubuesque ».

Adjoint aux finances et soutien de Plantier, Pascal Gourdel a rallumé une mèche chez *Objectif Gard*. « Est-ce que l'avenir de Nîmes doit être entre les mains d'un homme de 63 ans (F. Proust) ou d'un homme de 40 ans ? ». Selon le camp frondeur, la hache de guerre ne serait pas déterrée. « La nomination de F. Proust en tant que président du groupe majoritaire à ma place ne respecte pas la pluralité de l'équipe municipale », fait valoir Julien Plantier qui ne veut pas apparaître comme un belligérant. « Je ne fais pas cela pour mettre la pression à qui que ce soit mais pour trouver un terrain d'entente. On doit montrer une intelligence collective à travailler ensemble ».

Pourtant, ne disposant plus que d'une majorité relative, le maire est placé au pied du mur. Condamné à négocier ou bien à continuer de sévir, à l'instar de l'éviction de l'ex-adjoint aux sports pro-Plantier, Nicolas Rainville. Au risque qu'une droite en guerre ouverte se présente divisée aux municipales. Pour l'opposant Vincent Bouget (PCF), ce nouvel épisode de « la guerre des droites » illustre qu'« ils se moquent des Nîmois ». « C'est une fin de règne où les couteaux s'aiguisent. Ils ont l'impression que c'est dans le Palais du roi que va se décider la passation de pouvoir, au mépris de la démocratie. »  
R.C.



Aux mains de la droite depuis 2001, la Ville de Nîmes et ses célèbres arènes vivent-elles une fin de règne ? PHOTO R.C.